

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

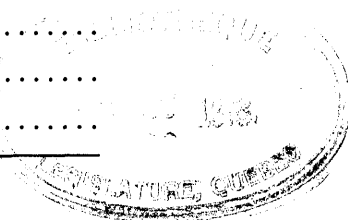
Projet de loi n° 241 (PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. HUBERT DESBIENS

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

Projet de loi n° 241

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la ville de Chicoutimi

ATTENDU qu'il est nécessaire pour la bonne administration des affaires de la ville de Chicoutimi, que sa charte, le chapitre 109 des lois de 1960/1961, modifiée par le chapitre 104 des lois de 1966/1967, le chapitre 88 des lois de 1974 et le chapitre 81 des lois de 1977, soit modifiée de nouveau afin de lui donner de plus amples pouvoirs;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La ville de Chicoutimi est autorisée à instituer par règlement un fonds spécial d'un montant déterminé par le ministre des affaires municipales et constituée soit de subventions gouvernementales soit d'emprunts effectués par règlements pourvu que les règlements décrétant ces emprunts reçoivent toutes les approbations requises par la loi.

2. La ville est autorisée à prendre à même ce fonds les sommes nécessaires pour acquitter le coût d'études et de travaux préparatoires sur les parties de son territoire désignées sous les noms de «Centre-Ville», «zone portuaire» et «zone ferroviaire», décrites à l'annexe, pour acquérir de gré à gré ou par expropriation des immeubles s'y trouvant et pour démolir les bâtisses et autres ouvrages y érigés, et ce à des fins publiques, résidentielles ou commerciales et en vue de leur aménagement par la ville ou l'entreprise privée ou par tout autre organisme légalement constitué.

3. La ville peut, aux conditions qu'elle détermine et avec l'approbation préalable de la Commission municipale du Québec, aliéner, de gré à gré, à l'enchère ou par soumission publique, ces immeubles pourvu que le prix de telle aliénation ne soit pas infé-

rieur à leur coût d'acquisition, déduction faite du prix payé pour les bâtisses qui y étaient érigées lors de leur acquisition et du coût de leur démolition.

Le prix d'une telle aliénation peut également comprendre le coût des dépenses encourues pour des services municipaux.

Le paiement du prix de toute aliénation consentie aux termes de la présente loi, s'il n'est pas payé comptant, doit être garanti par une première hypothèque.

Sur preuve de la suffisance de la garantie, la Commission municipale du Québec peut permettre une aliénation garantie par une seconde hypothèque.

Si la ville, en vue de protéger sa créance, reprend l'immeuble hypothéqué en sa faveur, elle peut ensuite en disposer conformément au premier alinéa.

4. Malgré la Loi de l'interdiction de subventions municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 176), la ville peut, à même le fonds, avec l'approbation du ministre des affaires municipales, accorder des subventions pour relocaliser à l'intérieur des limites de son territoire des commerces établis dans et sur ces immeubles.

5. L'argent provenant de l'aliénation de ces immeubles doit être employé à l'amélioration et aux travaux sur les immeubles qui lui restent, à l'extinction des obligations contractées par la ville pour des emprunts faits en vertu de la présente loi, au paiement des intérêts et autres dépenses encourues pour l'opération du fonds.

Tout surplus provenant de l'aliénation doit être déposé dans un compte spécial dont l'utilisation est soumise à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales.

6. Les opérations de ce fonds spécial doivent faire l'objet d'un compte spécial de la ville et apparaître au rapport financier annuel dans une section distincte.

7. La présente loi a effet depuis le 1^{er} mars 1978.

8. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

ZONE CENTRE VILLE

Tout ce territoire compris dans les bornes suivantes: vers le nord, l'emprise sud du boulevard Lamarche; vers l'est, l'avenue Lafontaine; vers le sud, la rue Racine; vers l'ouest, un terrain appartenant à la ville de Chicoutimi (partie du lot 214 du cadastre de la ville de Chicoutimi).

À distraire de ce territoire, la partie du lot 210 du cadastre de la ville de Chicoutimi appartenant à J.R. Théberge ou représentants ainsi que cette partie du lot 213 du même cadastre appartenant à la Caisse Populaire de Chicoutimi.

Ce territoire ainsi délimité contient une superficie de cent cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix pieds carrés ou deux acres et quarante-huit centièmes (105 990 pi. ca. ou 2.48 acres).

ZONE FERROVIAIRE

Tout ce territoire compris dans les bornes suivantes: vers le nord, la limite sud du boulevard Lamarche; vers l'est, la rue Salaberry; vers le sud-est et le sud, les rues Du Havre et Racine; vers l'ouest, l'avenue Lafontaine.

Ce territoire ainsi délimité contient une superficie d'environ trois cent quatre-vingt-quinze mille pieds carrés ou neuf acres (395 000 pi. ca. ou 9.0 acres).

ZONE PORTUAIRE

Tout ce territoire compris dans les bornes suivantes: vers le nord et l'est, la rivière Saguenay; vers le sud, la limite nord du boulevard Lamarche; vers l'ouest, la rivière Saguenay, la limite ouest du bloc 1 du cadastre de la ville de Chicoutimi et une partie de l'emprise du boulevard Lamarche telle qu'expropriée par le ministère des transports.

Ce territoire ainsi délimité contient une superficie d'environ un million huit cent cinq mille pieds carrés ou quarante et un acres (1 805 000 pi. ca. ou 41 acres).